

François Miquet-Marty

La guerre des gauches n'aura pas lieu

La guerre des gauches n'aura pas lieu

François Miquet-Marty

SOMMAIRE

A la recherche des gauches françaises	11
A la racine des échecs : la diversité des France de gauche	14
Le nouveau panorama des France de gauche	23
Cinq registres de conciliation des gauches	38
Le décloisonnement conceptuel des France de gauche	39
L'érosion du clivage entre l'« ordre » et le « mouvement »	46
La disparition du clivage entre les fondamentaux marxistes et républicains	52
Des indignations qui deviennent unanimes	56
Des exigences qui s'homogénéisent	66
Vers 2012 : des mutations propices à la fédération électorale des gauches	73

François Miquet-Marty est sondeur et sociologue. Il est président de l'institut de sondages et de conseil Viavoice, qu'il a créé en 2008. Docteur de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), puis maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, il a codirigé *La France blessée. Une radioscopie politique* (Denoël, 2003), puis a dirigé *L'idéal et le réel. Enquête sur l'identité de la gauche* (Plon - Fondation Jean Jaurès, 2006).

La gauche peut-elle gagner l'élection présidentielle française de 2012 ? L'interrogation est certes politique, mais elle est surtout démocratique : après trois élections présidentielles perdues (1995, 2002, 2007), l'alternance au pouvoir suprême, en France, semble reléguée au souvenir des seuls scrutins de 1981 et de 1995. Ironie de l'histoire, la présidentielle de 2007 a été gagnée sur le thème de la « rupture », promu par un candidat de l'UMP contre le président sortant, lui-même UMP. En ce sens, 2007 a consacré une alternance de la droite modérée par rapport à elle-même, accomplissant en cela un parcours démocratique singulier, lui-même prolongé par cette seconde singularité que fut l'« ouverture » de la droite à la gauche d'opposition. Alternance de la droite par rapport à elle-même, ouverture de la droite dirigeante à l'opposition : 2007 résonne, encore aujourd'hui, comme une pathologie démocratique.

A cet égard, ce que sera 2012 demeure, pour une large part, une inconnue. L'identité des présidentiables est incertaine. A droite, les déceptions concernant le style, la méthode et les résultats obtenus par Nicolas Sarkozy sont à la hauteur des espoirs levés en 2007. Mais le discrédit qui frappe le président de la République et la multiplication des compétiteurs putatifs (François Fillon, Dominique de Villepin, Alain Juppé, Jean-François Copé) ne laissent rien entendre de ce que sera la candidature UMP en 2012.

A gauche, Martine Aubry a vu son image confortée par le résultat des élections régionales du mois de mars 2010, mais sans pour autant condamner les candidatures Strauss-Kahn, Hollande, Royal, Valls ou autres. En l'absence de candidat écologiste, certains avancent l'hypothèse d'une candidature commune, social-écologiste. Seul sur cet océan de doutes, parmi les présidentiables, François Bayrou proclame l'urgence d'un profond changement et désigne en cela, au moins implicitement, la possibilité de sa candidature.

Par-delà ces indéterminations humaines, les projets pour l'avenir de la France ne sont pas encore établis et la crise économique et financière, qui s'est accélérée en septembre 2008 après la faillite de la banque Lehman Brothers, laisse la plupart des Français sans repères ni horizon. Domine aujourd'hui, en cet été 2010, un sentiment collectif d'égarement, de tâtonnements et de défiance démocratique.

Globalement, l'équilibre des forces politiques s'est certes recomposé au bénéfice de la gauche, que ce soit en termes électoraux ou de proximité partisane¹. Mais cette dynamique à gauche, parfois qualifiée de « sinistrisme », repose notamment sur l'audience sans précédent du mouvement « Europe Ecologie »², lequel fédère, parmi

1. Lors du second tour des élections régionales de mars 2010, les listes de gauche ont totalisé 54 % des suffrages exprimés, contre 50 % au second tour des régionales de 2004. Quelque temps avant ces élections, 45 % des Français se déclaraient proches de partis politiques de gauche (incluant l'extrême gauche), 28 % de partis politiques de droite (incluant l'extrême droite), le reste se partageant entre le MoDem, « aucun parti » ou le refus de se prononcer (sondage ViaVoice réalisé les 25 et 26 février 2010).

2. Les listes « Europe Ecologie » ont obtenu 16,3 % des suffrages exprimés lors des élections européennes de 2009 et 12,2 % lors des régionales de 2010. Au lendemain de ce scrutin, 15 % des Français se déclaraient proches d'« Europe Ecologie » ou des « Verts ».

ses électeurs et sympathisants, autant de convictions que de perplexités : l'écologie *politique* est-elle durable à ses niveaux actuels ? La réponse n'a pas la force de l'évidence.

Face au bal de ces incertitudes, les équipes de l'institut de sondage Viavoice ont braqué leurs projecteurs, avec nos partenaires du quotidien *Libération*, sur les mutations idéologiques du « peuple de gauche », c'est-à-dire des Français qui se réclament de la gauche. Qui sont-ils ? Qu'est-ce qu'être « de gauche » aujourd'hui ? Quelles en sont les permanences et les mutations ? Et surtout quelles sont ces familles, ces galaxies, ces tribus qui composent la gauche ? Quelles sont en un mot les « France de gauche » et comment évoluent-elles ? Loin des enjeux de leadership et des phénomènes de conjoncture, nous sommes partis à la recherche de ces plaques tectoniques qui, dans la durée, fondent, en France, le fait d'appartenir à la gauche et d'en éprouver le sentiment d'appartenance.

Les dernières conclusions auxquelles nous conduisent ces recherches engagées il y a dix ans³, et qui sont présentées dans le cadre de cet essai, révèlent un processus profond de décomposition et de recomposition des familles idéologiques de la gauche. Les « France de gauche » évoluent, se redessinent et se structurent selon une configuration inédite. L'armature conceptuelle sur laquelle la gauche française était bâtie depuis le XIX^e siècle connaît aujourd'hui des glissements sans précédent. Et à la faveur de ces mutations, les univers internes à la gauche apparaissent désormais moins incompatibles qu'ils ne l'étaient hier. La gauche change en profondeur et sa structuration nouvelle fait vaciller des clivages considérés, jusqu'ici, comme insurmontables.

Certes nul ne peut imaginer, aujourd'hui, les candidatures qui seront en concurrence en 2012 ni,

3. Qu'il me soit permis de témoigner ma gratitude à celles et ceux qui, hier ou aujourd'hui, ont permis ce chantier et y ont contribué : Laurent Joffrin, Serge July, Paul Quinio, Jean-Michel Thénard, Pascal Viot. Une pensée toute particulière à André Gattolin pour l'ampleur du travail enthousiaste réalisé au cours des années 2000, ainsi qu'à Gilles Finchelstein (Fondation Jean-Jaurès) et Maïder Chango-Beffa (Viavoice). D'autres, lecteurs fidèles et avisés, nous ont apporté leurs encouragements et leurs remarques critiques. Je les en remercie également.

a fortiori, le scénario de leur rapport de force : l'éventualité d'une alternance en faveur de la gauche demeure donc totalement incertaine. Mais pour ce qui les concerne, les Français de gauche paraissent, eux, et pour une fois, plus conciliables que jamais. Telle est notre hypothèse : la guerre idéologique des gauches n'aura pas lieu.

A LA RECHERCHE DES GAUCHES FRANÇAISES

Pour cartographier les gauches en France, le travail mené par les équipes de Viavoice et de *Libération* respecte, depuis la fin des années 1990⁴, un protocole identique. Un échantillon de 800 sympathisants de gauche est interrogé par téléphone, au domicile des interviewés. Cet échantillon est constitué selon une double démarche.

D'une part, il est extrait d'un plus large échantillon de 2 000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus ; la représentativité est assurée par la méthode des quotas appliquée aux critères suivants : sexe, âge, profession de la personne de référence, après stratification par région et catégorie d'agglomération.

D'autre part, une question-filtre est posée à l'ensemble de ces 2 000 personnes, permettant d'identifier le « peuple

4. Toujours publiées par *Libération*, les enquêtes ont été successivement menées sous l'égide des sociétés « BVA », « Louis-Harris », « LH2 » puis « Viavoice » (depuis 2008) ; mais, d'une société à l'autre, les mêmes responsables en ont assuré la coordination.

de gauche ». Cette question est la suivante : « *En politique, on parle souvent de la gauche et de la droite. Vous-même, diriez-vous que vous vous situez très à gauche, à gauche, plutôt à gauche, plutôt à droite, à droite, très à droite ou ni à gauche ni à droite ?* ». Les personnes éligibles sont celles qui déclarent se situer « très à gauche », « à gauche » ou « plutôt à gauche » : le fait d'appartenir à « la gauche » constitue une donnée subjective, une perception de soi dans l'univers politique.

A ces 800 sympathisants de gauche est posée une trentaine de questions permettant d'identifier leurs perceptions et leurs attentes. Ces questions relèvent de cinq registres : « l'idéal pour la société de demain », « les perceptions de la société contemporaine », « les grands enjeux actuels », « l'actualité politique » et des questions de renseignements signalétiques.

Sur la base des réponses recueillies est établie une « typologie », c'est-à-dire une cartographie des quatre ou cinq « groupes de gauche » les plus homogènes. L'élabo-

ration de cette typologie s'opère selon des modalités statistiques : toutes les personnes offrant des réponses proches sont associées, ce qui permet de constituer des groupes et de déterminer, pour chaque groupe, la nature des réponses délivrées.

La dernière édition de ce travail de fond a été conduite à l'automne 2009⁵, dans un contexte particulier, au cœur de la crise économique et sociale qui s'était brutalement amplifiée un an plus tôt (faillite de Lehman Brothers le 15 septembre 2008). Ce choc historique a conduit une large partie des Français, et tout particulièrement des sympathisants de gauche, à s'interroger plus encore sur leur propre devenir et sur celui de notre modèle de société.

5. Sondage réalisé par l'institut de sondages Viaoice pour *Libération* par téléphone, du 1^{er} au 14 octobre 2009. Echantillon de 804 personnes se déclarant de gauche, extrait d'un échantillon de 2 023 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Représentativité assurée par la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession du chef de famille, après stratification par région et catégorie d'agglomération. Sondage publié par *Libération* le 10 novembre 2009.

A LA RACINE DES ÉCHECS : LA DIVERSITÉ DES FRANCE DE GAUCHE

Le premier enseignement auquel nous ont conduits nos études depuis plusieurs années consiste à considérer que les échecs de la gauche (rivalités de leadership, échecs présidentiels) sont imputables, pour une large part, à la pluralité des « France de gauche ». Car, comme la France vue par Fernand Braudel, la gauche se nomme diversité.

Bien évidemment, notre intention ne consiste pas à négliger les autres causes, telles que le manque de stature perçu de certains candidats, l'insuffisante performance des campagnes présidentielles, les enjeux de personnes en eux-mêmes, la part d'aléatoire, etc.

Mais l'analyse des perceptions et des attentes des Français de gauche révèle que ce « peuple » est clivé en familles idéologiques distinctes, que la fédération de ces familles est extraordinairement difficile et que chacune de ces familles a tendance à se reconnaître, en priorité,

en certains leaders plutôt qu'en d'autres. Autrement dit, les élections présidentielles perdues de 1995, 2002 et 2007 s'expliquent, pour une large part, par le fait que les candidats successifs aient été prioritairement soutenus par certaines familles de gauche, mais pas par la plupart d'entre elles. A notre sens, la persistance en apparence si singulière des rivalités de leadership à gauche s'explique précisément par la profondeur de ces clivages qui divisent, en groupes différenciés, les Français de gauche eux-mêmes.

Le panorama que nous avons observé en 2008, un an après la présidentielle de 2007 et, pourrait-on dire, au terme du cycle d'échecs 1995-2007, est particulièrement révélateur. La gauche s'y révélait clivée en quatre peuples, en quatre tribus, en quatre territoires idéologiques, fédérant chacun environ un quart des Français de gauche : la galaxie antilibérale en matière économique, la galaxie sociale-libérale, la galaxie interventionniste, la galaxie populaire et autoritaire (que nous avons appelée la « contre-gauche »). Chacune affichait une prédilection pour un ou plusieurs

leader(s) : à grands traits, les antilibéraux appréciaient Olivier Besancenot et Marie-George Buffet, les sociaux-libéraux Dominique Strauss-Kahn, les interventionnistes Lionel Jospin et les populaires-autoritaires Ségolène Royal. Bien évidemment, ces identifications entre des galaxies et des leaders ne sont pas exclusives, mais elles définissent toujours, de la part d'un groupe en particulier, des préférences marquées pour certains leaders plutôt que pour d'autres⁶.

Cette segmentation profonde apparaissait particulièrement compromettante parce qu'elle introduisait des clivages entre ces quatre France de gauche. Et le clivage majeur opposait, pour des raisons historiques et idéologiques, la gauche antilibérale (anticapitaliste) aux autres gauches, plus modérées.

6. Cette typologie était assez proche de celle que nous avons mise en évidence à l'automne 2005, et dont nous avons publié les résultats et analyses dans *L'idéal et le réel. Enquête sur l'identité de la gauche*, Fondation Jean-Jaurès - Plon, 2006, en collaboration avec André Gattolin et Bernard Spitz.

Les France de gauche en 2008 ⁷

Gauche interventionniste 24 %	Gauche sociale-libérale 27 %
Gauche antilibérale (économiquement) 25 %	Gauche populaire et autoritaire (« la contre-gauche ») 24 %

En 1995 et 2002, l'image de Lionel Jospin était prioritairement associée à celle de la gauche interventionniste. Certes, la « gauche plurielle », associant des ministres communistes, socialistes, écologistes, radicaux et chevènementistes, résonne, à dix ans d'intervalle, comme un temps de relative harmonie entre les gauches françaises. Pour autant, et encore une fois indépendamment des facteurs spécifiques à 1995, et plus encore à 2002, Lionel Jospin a peine à apparaître comme l'homme de « toutes les gauches ». D'où son score au second tour en 1995 (47 %) et son score au premier tour

7. Source : sondage Viaoice pour *Libération* par téléphone, réalisé du 22 au 27 septembre 2008. Échantillon de 805 personnes se déclarant de gauche, extrait d'un échantillon de 2 168 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Représentativité assurée par la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession du chef de famille, après stratification par région et catégorie d'agglomération.

en 2002 (16 %) ; autrement dit, sur ce point particulier, l'échec de la candidature Jospin en 2002 n'apparaît pas uniquement comme le fruit d'une excessive dispersion des candidatures au premier tour, comme la conséquence d'une campagne imparfaite, ni même comme un manque de préparation du « projet » présidentiel, mais simplement comme la traduction des difficultés du candidat socialiste à desserrer l'étau des clivages idéologiques de la gauche et à inciter un grand nombre d'électeurs, hors de la galaxie interventionniste, à se porter sur son nom dès le premier tour. En particulier le poids de la gauche antilibérale a été particulièrement pénalisant au premier tour de l'élection, le 21 avril 2002. Les candidats de la gauche radicale (Olivier Besancenot - 4,25 %, Arlette Laguiller - 5,7 %, Daniel Glückstein - 0,5 %, Robert Hue - 3,4 %) ont en effet obtenu au total 13,8 % des suffrages exprimés, soit 32 % des suffrages accordés par les électeurs à l'ensemble de la gauche.

Par la suite, la campagne de l'élection présidentielle de 2007, que nous avons analysée pas à pas au travers des

études d'opinion conduites par les équipes de Viavoice et *Libération*, présente un syndrome de même nature. Ségolène Royal, dès la fin de l'année 2005 et en 2006, était parvenue à fédérer sur son nom cet électorat anticonsumériste et attaché aux valeurs morales, que nous appelions auparavant la « contre-gauche » et que nous appelons désormais la gauche « anticonsumériste ». Ses références à l'« ordre » juste, sa proposition d'interner les mineurs délinquants, sa distance par rapport au style conventionnel de la politique étaient précisément de nature à convaincre cet électorat. Mais le prix de ce positionnement fut, assez rapidement, de déconcerter les autres fractions de la gauche, les autres « France de gauche », et en particulier la gauche « sociale-libérale », celle qui se reconnaît davantage sur le style et les propositions d'un Dominique Strauss-Kahn. Et précisément, en 2005-2006, l'image « sociale-libérale » de Dominique Strauss-Kahn compromettait les tentatives plus largement fédératrices de ce dernier et grevait l'hypothèse d'un rapprochement, sur son nom, entre gauche « sociale-libérale » et gauche « anticonsumériste ».

D'une certaine manière, et sans préjuger ici de ce que furent, tout au long du XX^e siècle, les identités des gauches françaises, il est possible de considérer que cette séquence 1995-2002, malheureuse pour la gauche, s'inscrit dans le prolongement des clivages idéologiques et des difficultés électorales connues depuis les débuts de la III^e République.

A la Belle Epoque, de l'affaire Dreyfus à 1914, toute l'ambition de Jean Jaurès consistait précisément à rapprocher la France du socialisme républicain et la France guesdiste. Mais le Congrès de Tours de 1920, consacrant la création de la Section Française de l'Internationale Communiste et la scission avec la SFIO née en 1905, signait les difficultés de conciliation durable de ces deux galaxies.

En juin 1936, la victoire électorale du Front populaire, fédérant communistes, socialistes et radicaux, apparaît rétrospectivement comme un succès historique de la fédération de sensibilités distinctes. Pour autant, le refus

communiste de participer au gouvernement formé par Léon Blum, le « soutien extérieur » promu par Maurice Thorez soulignaient, à eux seuls, les limites de l'acceptable en matière de rapprochement.

Bien plus tard, sous la V^e République, les efforts déployés par François Mitterrand pour regrouper l'ensemble des « France de gauche » apparaissent herculéens et mus par la contrainte imposée par la nature des institutions et l'élection présidentielle au suffrage universel. En dépit des efforts consentis par celui qui est devenu le Premier secrétaire du Parti socialiste au Congrès d'Épinay, les fiançailles idéologiques entre communistes et socialistes étaient tout sauf évidentes. La durée limitée du Programme commun (1972-1977) illustre ces difficultés. Certes, le 10-Mai 1981 pourrait, là encore, apparaître rétrospectivement comme le succès, scellé par la victoire électorale d'un homme, de la convergence entre les gauches. Mais précisément, le « tournant » de 1983 et l'impossibilité, pour les ministres communistes, de poursuivre leur participation au gouvernement Fabius

constitué en 1984 confirmaient une fois de plus les limites de l'exercice.

Période historique après période historique, l'histoire de la gauche en France acquiert ainsi le visage d'une succession de feux de paille, de convergences idéologiques plus éphémères que durables, et systématiquement noyées dans l'échec de la dispersion.

Aujourd'hui, dans la perspective de l'élection présidentielle de 2012, la réalité est différente. Les possibilités de convergence idéologique des France de gauche sont probablement les plus manifestes depuis la III^e République.

Pour éclairer ces évolutions, le nouveau paysage des France de gauche, tel que nous venons de l'enregistrer à l'automne 2009, sera d'abord présenté ; puis seront analysées, sur plusieurs registres déterminants, les possibilités nouvelles de conciliation.

LE NOUVEAU PANORAMA DES FRANCE DE GAUCHE

Aujourd'hui, les quatre galaxies observées en 2008 se retrouvent pour partie, mais leur importance a décliné au cours du temps. Et l'érosion de ces sensibilités s'explique par l'émergence, face à la crise, d'une galaxie nouvelle et bien différenciée, « antisystème et écologiste », laquelle se reconnaît particulièrement en la figure de Daniel Cohn-Bendit. A titre indicatif, le score exceptionnel réalisé par les listes « Europe Ecologie » lors des élections européennes du mois de juin 2009 (16,2 %) témoigne de l'émergence rapide, au cœur de la gauche, de cette nouvelle famille de pensée. Nous expliquerons par la suite en quoi cette famille nouvelle et spécifique se distingue de la sensibilité écologiste, présente en France depuis les années 1970, et qui fait désormais partie des valeurs communes à l'ensemble de la gauche.

Les France de gauche en 2008	Les France de gauche en 2009-2010
Gauche antilibérale (économiquement) 25 %	Gauche antilibérale (économiquement) 19 %
Gauche sociale-libérale 27 %	Gauche sociale-libérale 19 %
Gauche interventionniste 24 %	Gauche interventionniste 18 %
Gauche populaire et autoritaire (« la contre-gauche ») 24 %	Gauche anticonsumériste 22 %
	Gauche antisystème écologiste 19 %

La première galaxie est celle de l'antilibéralisme économique. Elle est l'une des plus faciles à appréhender de façon intuitive. Elle se reconnaît dans le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) et le Parti communiste, Olivier Besancenot et Marie-George Buffet, mais apprécie également Benoît Hamon et Martine Aubry. Cette gauche antilibérale est d'abord anticapitaliste : 57 % de ses membres se déclarent « proches » des idées anticapitalistes. Notons toutefois, et c'est fondamental, que cet anticapitalisme est loin d'être unanime – nous y reviendrons.

Cette gauche accorde ensuite une grande importance à l'État, au sens de la défense et de la promotion du service public. A la différence de la plupart des autres, ses membres ne pensent pas que l'État joue un rôle « trop important » dans la société française ; de façon massive, ils entendent « maintenir le service public tel qu'il est aujourd'hui » (96 %) ; ils sont les plus opposés à l'idée de « baisser les impôts et réduire les dépenses consacrées aux services publics » (64 %). De façon cohérente, cette vision n'autorise aucune implication des acteurs ou des règles du secteur privé au sein du service public : cette galaxie est la plus opposée au développement de la part des « organismes privés en matière de protection sociale » (71 %) et elle est également la plus opposée aux incitations à « la productivité dans l'administration en instaurant des primes à l'efficacité » (73 %).

La justice sociale est fondamentale aux yeux de cette sensibilité : « dans une société idéale », les priorités devraient être la « solidarité » et la « réduction des inégalités ». En la matière, les antilibéraux sont les plus enclins

à faire appel à la responsabilité des entreprises privées : la quasi-totalité d'entre eux sont favorables à l'idée de « faire payer les entreprises qui licencient en faisant des bénéfices » (92 %). En revanche, l'idée d'une responsabilisation des demandeurs d'emploi est la plus largement rejetée : 69 % des membres de cette galaxie antilibérale n'acceptent pas de « réduire les allocations des chômeurs qui refusent trois offres d'emploi qui leur sont successivement proposées ».

En matière d'immigration, cette galaxie se montre parmi les plus ouvertes : 77 % de ses membres estiment que « l'immigration est plutôt un atout pour la France ». En revanche la question écologique, pour ne pas être négligée, est loin d'être importante en regard des priorités définies par les autres familles : les membres de cette sensibilité antilibérale comptent parmi les moins nombreux à citer « l'écologie » (28 %) parmi les priorités de la société idéale.

Politiquement, le clivage gauche-droite est fondamental : 94 % des antilibéraux estiment que « la distinction gauche-droite est toujours valable ». Ces derniers comptent

également parmi les plus nombreux à considérer que « nous vivons dans un monde qui manque de rêves et d'utopies » (74 %).

En regard des données recueillies un an auparavant, cette sensibilité antilibérale est en repli de six points (19 %, contre 25 % en 2008). Cette diminution, qui peut paraître inattendue dans le contexte économique actuel particulièrement difficile, s'explique en réalité par l'émergence de la gauche « antisystème écologiste » qui fédère à son compte une partie des aspirations antisystème et anti-capitaliste de la gauche antilibérale.

La deuxième galaxie, idéologiquement à l'opposé de la première, est celle du social-libéralisme. Cette sensibilité estime, plus que les autres, que Dominique Strauss-Kahn ferait un « bon président de la République pour la France » (53 %).

Cette gauche sociale-libérale accepte, elle, le modèle capitaliste : 70 % de ses membres se déclarent « éloignés »

des idées anticapitalistes. Elle accepte également la société de consommation : 93 % estiment que « la société de consommation est une bonne chose, elle soutient l'activité économique et le bien-être des gens ». Elle plaide pour une réduction du rôle de l'Etat : 66 % considèrent que « l'Etat joue un rôle trop important dans la société française ». Cette réduction du rôle de l'Etat s'entend prioritairement en matière économique : les membres de cette galaxie entendent « baisser les impôts et réduire les dépenses consacrées aux services publics » (63 %), « développer la part des organismes privés en matière de protection sociale » (64 %), « réduire les allocations des chômeurs qui refusent trois offres qui leur sont successivement proposées » (57 %), « inciter à la productivité dans l'administration en instaurant des primes à l'efficacité » (53 %).

Politiquement, cette famille est la plus nombreuse à se déclarer « réformiste » (66 %), mais estime massivement (91 %) que « les notions de gauche et de droite sont dépassées ».

Cette sensibilité sociale-libérale est celle qui subit les défections les plus massives. Alors qu'elle représentait 27 % de la gauche en 2008, elle n'en fédère plus aujourd'hui que 19 %. Parmi d'autres facteurs, la dénonciation des dérives du capitalisme face à la crise, le besoin de régulation et la recherche de nouveaux modèles de société pour l'avenir ont privé cet univers idéologique d'une partie de ses soutiens.

La troisième France de gauche est celle de l'interventionnisme public, ou de la régulation : intermédiaire entre les deux premières familles, elle plaide prioritairement pour une intervention de l'Etat en matière économique, tout en introduisant une part croissante de responsabilisation au sein de la fonction publique. 45 % de ses membres considèrent que l'Etat ne joue pas « un rôle trop important dans la société française » – score qui compte parmi les plus élevés enregistrés parmi les cinq groupes sur cet enjeu et qui est comparable avec celui qui émane du groupe « antilibéral ». En revanche, les membres de ce groupe estiment souhaitable, et de

manière quasiment unanime, de « garder le service public » mais de « responsabiliser davantage les fonctionnaires » (98 % ; pour sa part, le groupe antilibéral souhaite massivement « maintenir le service public tel qu'il est aujourd'hui », sans référence à la notion de « responsabilisation »).

Plus que les autres, les interventionnistes estiment que ce qui serait « prioritaire » dans une « société idéale » serait la « réduction des inégalités » (41 %). Plus que les autres également, ils considèrent que ce qui est « vraiment insupportable » dans notre société actuelle sont « les salaires des grands patrons » (23 %) ou le « pouvoir des grandes entreprises » (21 %).

Politiquement, cette galaxie « interventionniste » se déclare massivement proche des idées « socialistes » (83 %), mais également « laïques » (82 %). En outre, ce groupe s'estime relativement mieux intégré que les autres au sein de la société française. Largement, il estime qu'il existe « aujourd'hui dans notre société une véritable liberté

d'expression » (59 %), alors que cette opinion demeure toujours minoritaire aux yeux des autres groupes.

Paradoxalement, cette « gauche interventionniste » subit elle-même un repli : alors qu'elle fédérait 24 % des Français de gauche en 2008, elle n'en compte plus aujourd'hui que 18 %. Cette baisse significative peut paraître particulièrement inattendue dans le contexte d'une intensification des appels à la régulation des marchés et du souhait d'un retour du politique devant permettre d'éviter la réédition de la crise financière de 2008. Ici encore, l'explication majeure réside en la dynamique acquise par la sensibilité « antisystème et écologiste » qui présente l'avantage, aux yeux de ses propres membres, de proposer un idéal plus novateur que celui de la gauche interventionniste et plus adapté en raison de la crise environnementale.

La quatrième France de gauche, déjà présente en 2008 et particulièrement intéressante et originale, est celle de la gauche morale « anticonsumériste ». Ce public est

important parce qu'il avait, pour une part, alimenté le succès de Ségolène Royal et de François Bayrou en 2007. Par le passé, nous avons également dénommé cette famille la « contre-gauche », parce qu'elle présente des traits qui permettraient de la situer à droite, si ses propres membres ne se déclaraient pas, eux-mêmes, « de gauche ».

Cette gauche anticonsumériste accepte certes le modèle capitaliste : 92 % de ses membres se déclarent « éloignés » des « idées anticapitalistes » et 39 % « très éloignés ». Mais elle rejette la société de consommation : la totalité de ses membres estiment que « la société de consommation est une mauvaise chose, elle donne trop d'importance à l'argent ».

De façon singulière en apparence, elle plaide pour une réduction du rôle de l'État : 70 % considèrent que « l'État joue un rôle trop important ». Ses membres sont les plus favorables aux « baisses d'impôt » et à la « réduction des dépenses consacrées aux services publics » (72 %) ; ils sont favorables au développement « des organismes privés en

matière de protection sociale » (59 %) et à la réduction « des allocations des chômeurs qui refusent trois offres d'emploi » successives (56 %). Ils sont les plus opposés à l'idée de « faire payer les entreprises qui licencient en faisant des bénéfiques ».

Ce groupe en apparence hybride, capitaliste et libéral, mais surtout anticonsumériste accorde, beaucoup plus que les autres, de l'importance au « respect des gens entre eux » (30 %, cité au troisième rang de ce qui « devrait être prioritaire » dans une « société idéale », après « l'égalité entre les gens » – 37 % – et « l'écologie » – 33 %) et au « respect des valeurs et de la morale » (27 %, en quatrième position).

Ce public éprouve fréquemment un sentiment de difficulté sociale ou sociétale. Invité à citer « ce qui est vraiment insupportable dans notre société actuelle », il mentionne en priorité « la vie qui est de plus en plus dure » (20 %). En outre, il estime ne pas avoir suffisamment accès à la parole publique : plus que les autres, il considère qu'il

« n'y a pas aujourd'hui dans notre société de véritable liberté d'expression » (54 %). Enfin, il compte parmi les plus réticents face à l'immigration : 43 % de ses membres estiment que l'immigration constitue « plutôt un inconvénient pour la France ».

Politiquement, ce groupe est le moins proche des idées « socialistes » (seulement 8 % s'en estiment « très proches »), voire « social-démocrates » (3 %), le moins proche également des idées « laïques » (18 %) et aux antipodes des idées « altermondialistes » (1 %). Sur le fond, il est totalement indifférent au clivage gauche-droite : 97 % de ses membres estiment que « les notions de gauche et de droite sont aujourd'hui dépassées ». Il estime volontiers que Ségolène Royal ferait « un bon président de la République pour la France », ainsi que François Bayrou. Il est en revanche le moins favorable à Dominique Strauss-Kahn ou à Bertrand Delanoë.

En termes de volume, cette sensibilité n'est pas à négliger parce qu'elle a relativement bien résisté aux turbulences

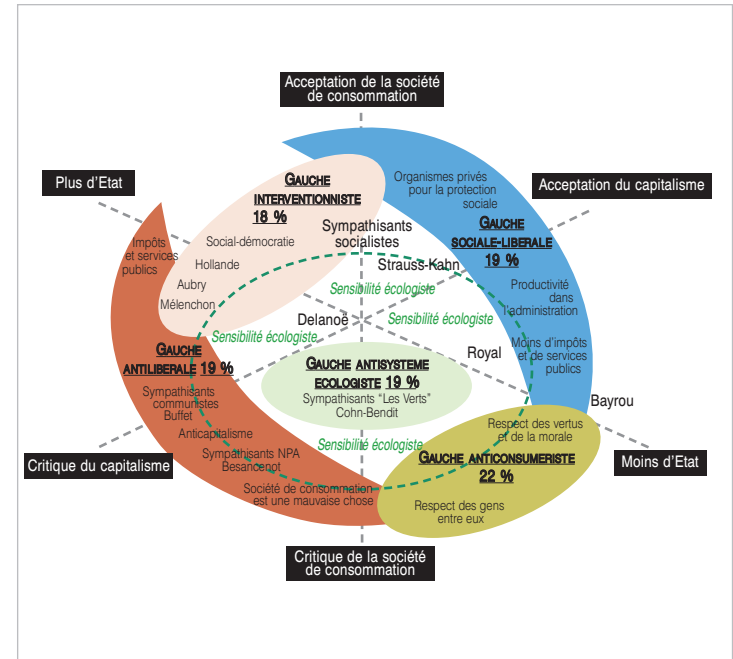
liées à la crise économique. Elle représentait 24 % de l'ensemble de la gauche en 2008 et 22 % désormais, soit un score très comparable.

La cinquième France de gauche est « antisystème et écologiste ». C'est elle qui constitue la véritable innovation enregistrée et, outre son émergence, son poids est particulièrement élevé (19 %). Son émergence a été portée par la convergence entre la crise économique, qui appelle à discerner de nouveaux modèles de société pour l'avenir, et la crise environnementale, qui insiste sur l'urgence climatique et l'exigence de penser un nouveau mode de développement.

Evoquer l'affirmation de cette sensibilité peut paraître inattendu, puisque l'écologie politique constitue, au fond, une composante familière de la gauche depuis les années 1970. Il est ainsi fondamental de distinguer une sensibilité écologiste qui anime la quasi-totalité de la gauche (et irrigue à ce titre la plupart des autres « France de gauche ») de cette galaxie « antisystème et écologiste », qui se définit

par une identité très singulière. Pour l'essentiel, cette famille de la gauche est pour une large part antisystème car sécessionniste par rapport à notre modèle économique et social actuel, qu'elle répudie pour « refaire société », construire une société nouvelle *a minima* nourrie des valeurs écologistes, et au plus inspirée des modes de fonctionnement à l'œuvre dans la nature (écosystème, pollinisation).

Concrètement, cette galaxie est anticapitaliste : 30 % de ses membres se déclarent « très proches » des idées anticapitalistes et 95 % « proches ». Elle ne plaide pas pour un renforcement de l'Etat : 68 % de ses membres estiment que « l'Etat joue un rôle trop important dans la société française ». Elle estime, plus que les autres, que Daniel Cohn-Bendit ferait un « bon Président de la République pour la France » (38 %).



CINQ REGISTRES DE CONCILIATION DES GAUCHES

Cette topographie des cinq France de gauche actuelles soulève la question des possibilités de convergence ou de divergence de ces galaxies. Autrement dit, pour la gauche, et particulièrement dans la perspective présidentielle de 2012, le scénario le plus probable est-il celui d'une divergence de ces plaques tectoniques entre elles, ou au contraire de leur rapprochement ?

Les conclusions auxquelles nous ont conduits les études réalisées mettent en évidence la possibilité, inédite ces dernières années, de convergences entre les composantes de la gauche. Bien évidemment ces possibilités concernent les concepts, les valeurs et les attentes collectives. Elles n'engagent directement ni les partis politiques, ni les leaders, ni les présidentiables. Mais elles n'en constituent pas moins, à notre sens, un préalable indispensable à la construction, demain, de synergies électorales.

Cinq registres de conciliation des France de gauche sont à l'œuvre. Le premier consiste en un décloisonnement conceptuel des France de gauche ; le deuxième en l'érosion du clivage entre l'« ordre » et le « mouvement », qui a longtemps clivé la gauche ; le troisième en la disparition du clivage entre les fondamentaux marxistes et les fondamentaux républicains ; le quatrième en l'affirmation d'indignations qui deviennent unanimes ; et le dernier en un phénomène d'homogénéisation des exigences pour l'avenir.

Le décloisonnement conceptuel des France de gauche

Le premier phénomène auquel nous assistons consiste en un décloisonnement conceptuel des France de gauche : les références qui structuraient auparavant l'identité de la gauche se désolidarisent, s'autonomisent les unes par rapport aux autres. La nouvelle cartographie des gauches illustre cette évolution. Jusqu'ici, les identités de gauche héritées du XX^e siècle étaient pour

l'essentiel ordonnées autour d'oppositions conceptuelles (capitalisme / anticapitalisme, étatismisme / libéralisme, consumérisme / anticonsumérisme) qui, peu ou prou, se recouvraient entre elles. La gauche de la gauche était globalement anticapitaliste, étatiste et opposée à la société de consommation ; à l'inverse, la gauche modérée acceptait plus volontiers le capitalisme, le libéralisme économique et la société de consommation. Aujourd'hui, ces trois oppositions conceptuelles se recouvrent de moins en moins et, en conséquence, la gauche est de moins en moins clivée de façon binaire, ce qui autorise des recompositions nouvelles.

Cette évolution facilite, par principe, toutes les recompositions. La « gauche antilibérale », cette extrême gauche *a priori* si difficile à concilier avec les autres univers, partage avec la « gauche interventionniste » une aspiration au développement du rôle de l'Etat et partage avec la sensibilité « anticonsumériste » une critique de la société de consommation. La « gauche interventionniste » se reconnaît dans l'acceptation de la société de

consommation, qui anime également, pour partie, la « gauche sociale-libérale ». Cette dernière apprécie les aspirations à une limitation du rôle de l'Etat, à laquelle la « gauche anticonsumériste » est notamment attachée. Qui plus est, au cœur de l'ensemble, la « gauche antisystème écologiste » partage certaines des valeurs de la « gauche antilibérale » et de la « gauche anticonsumériste » (la critique du capitalisme, la critique de la société de consommation, la diminution du rôle de l'Etat).

Qui plus est, la mobilité croissante des appartenances politiques des Français amplifie encore la compatibilité des univers de la gauche. Les fortes évolutions statistiques, qui révèlent les variations du poids relatif de chacune des familles, signifient que ces « galaxies idéologiques » sont rien moins que figées et que le « peuple de gauche » connaît des migrations internes significatives. Aujourd'hui, et plus encore qu'hier, il n'est pas possible de considérer comme intangible l'appartenance à telle ou telle famille idéologique de la gauche. Les cinq univers que nous décrivons apparaissent

davantage comme des polarisations susceptibles de variations au cours du temps, sous l'effet conjugué de la conjoncture économique, sociale, environnementale et politique et sous l'influence des aspirations, variables, en faveur de tel ou tel idéal de société pour demain.

Un exemple simple du décloisonnement conceptuel auquel nous assistons aujourd'hui est livré par l'anticonsumérisme, entendu ici comme la dénonciation de la société de consommation, c'est-à-dire d'une société dont le système économique incite à la consommation et suscite des besoins en priorité dans les secteurs qui lui sont profitables.

Historiquement, la dénonciation de la société de consommation était prioritairement portée par la gauche d'inspiration marxiste, qu'elle soit de filiation communiste ou trotskiste. Aujourd'hui, cette critique est également développée par deux autres sensibilités : la galaxie « antisystème écologiste » et la galaxie précisément « anticonsumériste ».

Pour sa part, la galaxie « antisystème écologiste » a développé un *alter*-consumérisme, reposant sur des valeurs de responsabilité sociale et environnementale, se prolongeant parfois en profession de décroissance. Cet alterconsumérisme s'est déployé au cœur de la gauche écologiste, comme un système alternatif à notre modèle économique et social actuel. Les registres de l'alterconsumérisme sont assez bien identifiés et protéiformes : ils répondent pêle-mêle à la volonté de préserver les ressources naturelles de la planète, au désir de promouvoir l'économie des pays en développement, à la volonté de réduire la facture énergétique des ménages, à l'exigence de la consommation de produits alimentaires respectueux de la santé. Ils ont pris la forme du commerce équitable, du « bio », de la réduction de la consommation d'électricité ou d'eau, de la valorisation des transports en commun, de l'abandon progressif des sacs en plastique, de l'attention au volume d'emballage utilisés, du tri sélectif des déchets, etc.

Le développement de cet alterconsumérisme, au cœur de la galaxie écologiste, est fondamental car il a conduit à

étendre la critique de la société de consommation au sein d'une gauche plus compatible avec la gauche modérée.

Quant à elle, la galaxie « anticonsumériste », plus modérée encore que sa consœur écologiste, reprend également à son compte la critique de la société de consommation. Sa vision du monde repose pour une large part sur une proclamation d'authenticité et d'humanisme. Ses membres aspirent à un retour aux vraies valeurs, à un ordre de la société où les enfants respectent les parents et où les parents consacrent du temps à leurs enfants, où les uns et les autres évitent ces artifices d'un excès de biens matériels, de jeux vidéo, d'ordinateurs et d'écrans de télévision. Au sein de notre typologie, la France de gauche anticonsumériste est celle qui professe, pour une large part, un retour à la tradition, des valeurs en partie conservatrices et une vision du monde qui ne procède pas de façon systématique de la promotion du progrès matériel lequel, selon ses membres, doit être subordonné au bien-être, au respect entre les gens et au respect de valeurs morales.

Pour les fantassins de la galaxie anticonsumériste, il est temps de dénoncer les excès de la publicité, du marketing, de toutes ces incitations à consommer desquelles il est difficile de se déprendre et qui ruinent notre qualité de vie et l'authenticité de nos relations humaines.

Ainsi, la critique de la société de consommation, apanage traditionnel de l'extrême-gauche, qui s'était certes déjà étendue, hier, aux passions soixante-huitardes puis, à la fin des années 1990, à l'altermondialisme incarné par José Bové, se diffuse au cœur d'une gauche « antisystème écologiste » plus compatible que l'extrême-gauche avec la gauche modérée et au cœur d'une gauche précisément « anticonsumériste » qui elle se positionne, par ses valeurs, au centre-gauche et qui peut facilement voter Royal, voire Bayrou. Ainsi différentes fractions de la gauche, des plus extrêmes au plus modérées, se retrouvent-elles, à des titres différenciés, sous la bannière de la critique de la société de consommation. L'anticonsumériste devient, sous différents visages, un levier de fédération de plusieurs galaxies de la gauche.

L'érosion du clivage entre l'« ordre » et le « mouvement »

Le deuxième registre de conciliation des France de gauche tient à la redistribution des notions d'« ordre » et de « mouvement » (ou de « changement » et de « statu quo », de « rupture » et de « conservatisme »). La lecture de la gauche, que nous avons héritée du XIX^e siècle et du XX^e siècle, dessine de façon simple et binaire une extrême-gauche révolutionnaire et une gauche modérée réformatrice. Au répertoire des valeurs sûres, il était acquis que la radicalité était synonyme de contestation forte et d'aspiration à un changement rapide et profond. Les héritiers de Marx, de Lénine ou de Trotski partageaient cet horizon de la transformation sociale. Bien évidemment, les voies et les moyens pour y parvenir différaient et les catéchismes doctrinaux proposaient chacun leurs méthodes. Qui plus est dans la singularité française, cet avenir d'une transformation sociale radicale résonnait en écho du grand œuvre, fondateur mais

inachevé, de la Révolution française⁸. Il fallait terminer l'Histoire.

La cartographie des gauches que nous avons établie, les priorités et les motivations des groupes reposent sur un tout autre paysage. Non seulement l'extrême-gauche a perdu le monopole de la revendication transformatrice, mais encore elle est devenue pour une part conservatrice et le désir de changement s'est, fortement, déplacé ailleurs. Telles sont les conceptions et aspirations des Français proches de ces groupes, qui peut-être différent de celles de leurs dirigeants, mais qui en sont pour autant particulièrement prégnantes.

Au sein de notre typologie, la gauche opposée au libéralisme économique, celle qui apprécie notamment Olivier Besancenot, n'est pas, pour autant, massivement révolutionnaire. Cette gauche-là, puissamment attachée

8. François Furet, *La révolution française. 1770-1880, De Turgot à Jules Ferry*, Hachette, 1989, et François Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au vingtième siècle*, Robert Laffont et Calmann-Lévy, 1995.

aux services publics, est prioritairement entée sur une posture défensive, celle de la préservation de ce secteur public qu'elle craint de voir anéanti sur l'autel de la réduction des déficits publics et de l'intégration européenne. Rivée sur la triple préservation des entreprises publiques, des administrations publiques (Education nationale, système de soins) et, au-delà, des « acquis sociaux » (retraite par répartition, système de santé, droit de grève, temps de travail à 35 heures, âge légal du départ à la retraite à 60 ans), la galaxie antilibérale est une gauche conservatrice dans ses finalités et, partant, inévitablement conservatrice dans ses méthodes. Les fantassins de l'inaliénabilité du temple public ne sauraient, dans le même temps, vouloir faire du passé table rase.

Faut-il faire la révolution pour « atteindre » une « société idéale » ? Certes, les sympathisants de la gauche antilibérale y sont enclins. Mais de manière très relative : seuls 16 % d'entre eux le souhaitent. Pour le reste, 29 % d'entre eux entendent « réformer très rapidement », 19 % « assez

rapidement » et 32 % « très progressivement ». C'est dire que les partisans de la rapidité du changement ne composent qu'une minorité de 45 % de cette gauche antilibérale.

En parallèle, au gré des recompositions des gauches, c'est vers d'autres familles que la prétention au changement rapide a migré. L'idéal écologiste, lorsqu'il est davantage qu'une sensibilité universellement partagée mais qu'il constitue une véritable exigence sociétale, impose l'avènement d'un autre modèle, concurrent (ou alternatif) au modèle capitaliste que nous connaissons aujourd'hui. Voilà pourquoi, de façon en apparence paradoxale, les écologistes (que nous avons précisément baptisés « anti-systèmes écologistes ») sont plus révolutionnaires que leurs homologues de la gauche antilibérale : 23 % d'entre eux entendent « faire la révolution » pour « atteindre » la « société idéale », contre 16 % des seconds. Plus profondément encore, l'« anticapitalisme » est une valeur bien plus partagée par les « antisystèmes écologistes » que par les « antilibéraux » : 95 % des premiers se déclarent

proches des « idées anticapitalistes », contre 57 % des seconds.

En généralisant l'analyse, il apparaît que la plus puissante incarnation du « mouvement », identifiant traditionnel de la gauche, s'est désormais établie sur la galaxie « antisystème écologiste ». Si la « gauche antilibérale » est attachée à la préservation des services publics, la « gauche interventionniste » s'apparente elle-même à un maintien du rôle de l'Etat dans l'économie, la gauche « anticonsumériste » à une préservation des valeurs de « respect » des gens et des valeurs. Certes, la gauche « sociale-libérale » peut faire figure de prétention à la rupture ou de mouvement par rapport à l'existant. A ce titre, la modernité, par une inversion de l'histoire, aurait glissé de l'extrême-gauche au centre-gauche. Mais cette modernité-là, et ici se situe l'une des raisons majeures de son acceptation, apparaît également comme un synonyme de reniement pour ceux des sympathisants de gauche qui assimilent le marché à l'adversaire. Qui plus est, le « triomphe » entendu du libéralisme économique au cours des années 1980 peine à

assimiler les prétentions de la gauche sociale-libérale à une « rupture », à un bouleversement de l'ordre existant.

Sur ce tableau des gauches qui, au nom de la défense du service public, de l'interventionnisme, du respect ou du réalisme, entendent préserver plus que transformer, le noyau dur de la gauche écologiste se dessine comme un fer de lance du mouvement, comme une promesse de changement plus radical que les autres, comme la possibilité de l'avènement d'une société inconnue, fondée sur les exigences de l'écologie. Sans messianisme ni philosophie, l'impératif de la transformation profonde s'est recentré sur l'écologie politique.

A ce titre, la dualité de l'ordre et du mouvement est beaucoup moins clivante aujourd'hui. Ceux qui hier comptaient parmi les principaux promoteurs du changement ont largement perdu ce monopole, n'en sont plus même les fers de lance et sont concurrencés dans ce rôle par un public écologiste qui appelle, pour demain, à l'avènement d'un monde nouveau.

La disparition du clivage entre les fondamentaux marxistes et républicains

Le troisième registre de conciliation des France de gauche est d'ampleur historique plus vaste. Il ne relève pas de la conjoncture récente, mais procède d'un cadre historique de long terme éclairant la possibilité, à l'œuvre aujourd'hui, d'une atténuation des frontières entre une gauche extrémiste et une gauche modérée.

Ce cadre général consiste en l'évanouissement des références marxistes et républicaines. La gauche que nous avons connue en France au XX^e siècle était, pour l'essentiel, ordonnée par les références marxistes et républicaines, y compris selon des lignées que les orthodoxies idéologiques auraient pu réprover : le communisme français s'est lui-même à la fois nourri des inspirations marxistes et républicaines. Quoi qu'il en soit, ces deux patronages s'imposaient, et fondaient et entretenaient le clivage entre les deux gauches. Et en dépit des connivences ou des efforts de conciliation des

uns et des autres, Marx et le républicanisme étaient difficilement solubles l'un dans l'autre.

Paradoxalement, la filiation marxiste est peut-être aujourd'hui plus familière aux générations nouvelles que la filiation républicaine, notamment parce que la première a été longtemps médiatisée ou caricaturée et parce que la seconde, aujourd'hui tombée en désuétude, n'a pas eu les faveurs de la caricature.

La République était pour une part la référence indépassable à la mémoire et au message de la Révolution française ; « en elle », soutenait Jean Jaurès, les révolutionnaires « confondirent toute la Révolution ». Et la République était pour une autre part un accomplissement historique, un progrès de l'humanité, une marche de l'histoire aux avant-gardes de laquelle la gauche s'estimait placée : « voici que cette République de démocratie, de suffrage universel et d'universelle dignité humaine, qui n'avait pas eu de modèle et qui semblait destinée à n'avoir pas de lendemain, est devenue la loi

durable de la nation, *la forme définitive de la vie française*, le type vers lequel évoluent lentement toutes les démocraties du monde »⁹.

L'objectif ici n'est bien évidemment pas de revenir sur cette longue histoire. Mais notons qu'en 1997 encore, le discours d'investiture du Premier ministre Jospin puisait aux sources du républicanisme à la française pour trouver son inspiration et sa cohérence. Entendant « redonner à notre pays » un « sens », c'est-à-dire à la fois « une signification » et « une direction », le chef du nouveau gouvernement entendait en priorité établir un « pacte républicain » fondé, en premier lieu, sur un « retour aux sources de [notre] République »¹⁰. En 1997 encore, l'idée républicaine fondait le socialisme au pouvoir en France.

Aujourd'hui, en 2010, idée marxiste et idée républicaine semblent ne plus appartenir qu'au répertoire des souvenirs. Le marxisme a perdu de sa superbe, fondamentalement

emporté dans sa version léniniste par l'autocritique communiste, et pour partie emporté dans sa version trotskiste par la création d'un « Nouveau parti anticapitaliste » en février 2009, où le vedettariat d'Olivier Besancenot et les coups d'éclat médiatiques ont balayé l'orthodoxie.

Au sein de la gauche socialiste, l'idée républicaine elle-même, celle des « pères fondateurs », a fait long feu. Peut-être encore promue par Vincent Peillon à travers la défense et illustration de l'école républicaine, elle a failli, de manière générale, sous la plume de leaders socialistes peu attachés à l'universalisme républicain et enclins à accepter, voire à souhaiter des logiques de « parité », de « discrimination positive », de « reconnaissance des minorités visibles », de quotas hommes-femmes au sein des instances dirigeantes des grandes entreprises.

Lors des entretiens individuels approfondis que nous réalisons avec des sympathisants de gauche, non plus avec des leaders mais avec des citoyens, l'exigence

9. Jean Jaurès, « Discours à la jeunesse », lycée d'Albi, 30 juillet 1903. C'est nous qui soulignons.

10. Lionel Jospin, Discours de politique générale à l'Assemblée nationale, 19 juin 1997.

d'universalisme ne le dispute même plus avec celle de la discrimination positive : la première a définitivement succombé au profit de la seconde au nom de l'argument, censément indépassable, de la promotion *effective* des minorités que bafouent, sans légitimité aucune, des puissants trop assurés de leur puissance. La réhabilitation des faibles, l'impératif de restauration d'une égalité considérée comme *réelle* a désormais fait oublier à la plupart des Français de gauche que, hier, l'idée républicaine irradiait l'idée socialiste et lui conférait tout son sens et sa noblesse.

A cet égard, l'effacement de ces références ruine le clivage entre une gauche d'inspiration marxiste et une gauche d'inspiration républicaine et autorise, de fait, une diversification des gauches et leurs rapprochements sous des bannières nouvelles.

Des indignations qui deviennent unanimes

Le quatrième registre de conciliation des France de gauche consiste en l'affirmation d'indignations, qui deviennent

quasiment unanimes au sein de la gauche et fédèrent, à ce titre, de façon presque totale les France de gauche. Ces sentiments sont, pour l'essentiel, nourris et amplifiés par la crise financière, économique et sociale actuelle.

La première indignation concerne l'état de la société actuelle : 84 % des sympathisants de gauche interrogés estiment que « la société dans laquelle nous vivons va de plus en plus mal ». Ce score correspond peu ou prou à celui qui avait été enregistré en 2008 (86 %), mais il est en nette augmentation par rapport aux données recueillies les années précédentes : 74 % en 2003, 80 % en 2005, 76 % en 2007. Autrement dit, l'indignation concernant l'état de notre société constitue une attitude massive et croissante.

Interrogés sur ce qui leur apparaît « vraiment insupportable dans notre société actuelle », les Français de gauche citent en priorité « l'accroissement des inégalités » (28 %), « la misère » (25 %), « les salaires des grands patrons » (20 %), « la course à la rentabilité » (17 %) et « les

spéculations boursières » (17 % également). Cet inventaire de l'insupportable désigne bien évidemment les enjeux sur lesquels se cristallise traditionnellement l'exigence de justice sociale, mais il fait également écho, dans le contexte de la crise des années 2008-2010, aux dérives perçues et dénoncées de notre « système » économique et financier, révélées par la crise des *subprimes*.

Concrètement, chacun de ces registres de l'intolérable, cités en priorité par les interviewés, correspond à des mutations de la société française ou à des événements qui ont émaillé l'actualité depuis l'accélération de la crise en septembre 2008.

Les perceptions d'un « accroissement des inégalités » et l'attention accordée à la « misère » sont nourries simultanément par le constat des rémunérations des *traders*, par la sensibilité à la situation des salariés licenciés qui souffrent de rémunérations minorées et, plus globalement, par un sentiment de rétraction du pouvoir d'achat des ménages (peu importe ici l'évolution « objective » des

données, l'essentiel réside en les perceptions). Qui plus est, statistiquement, l'Insee a effectivement fait état de cette divergence entre les revenus les plus élevés et les revenus les plus faibles en France¹¹.

La dénonciation des « salaires des grands patrons » s'inscrit dans le même esprit. Bien évidemment, la critique n'est pas nouvelle en France (« affaires » Philippe Jaffré (Elf) en 1999, Antoine Zacharias (Vinci) en 2006) mais la crise a amplifié l'acuité de ces enjeux, dès lors qu'une partie des Français se trouvaient assujettis à un déclassement contraint. A cet égard, les passions soulevées par la rémunération d'Henri Proglio lors de sa nomination à la présidence d'EDF ont été révélatrices de ce malaise, même si les polémiques entourant cette nomination étaient en réalité multiformes.

L'opposition à la « course à la rentabilité » constitue elle-même une dénonciation récurrente à gauche, mais elle a acquis une vigueur nouvelle, d'une part dans le contexte de

11. Insee, *Les revenus et le patrimoine des ménages*, édition 2010 rendue publique jeudi 1^{er} avril 2010.

la crise qui a stigmatisé la recherche de rentabilité financière comme l'une des explications du développement des produits financiers dérivés aux Etats-Unis, et d'autre part en raison de la médiatisation des « superprofits » de grandes entreprises françaises, alors que l'économie entrait en récession. A ce titre, la publication de bénéfices record début 2009 par le groupe Total pour le compte de l'exercice 2008 (quatorze milliards d'euros) est apparue comme l'un des symboles de ces excès.

Dernier élément important cité par les sympathisants de gauche, les « spéculations boursières » ont été particulièrement médiatisées à la faveur de la crise. Cette notion a entretenu l'idée selon laquelle certains pouvaient gagner de l'argent bien plus facilement que d'autres (affaire Kerviel), a souligné l'absence de modération éthique au cœur du système et a révélé son inefficacité dans la mesure où les spéculations sont apparues comme susceptibles de précipiter le système vers sa ruine. Autrement dit, le vice ne pouvait pas même prétendre à se racheter par une revendication d'efficacité.

Plus profondément, l'ensemble des études réalisées par Viavoice en 2009-2010, menées par entretiens individuels en face-à-face au domicile des personnes interrogées, révèlent que la condamnation de ces « dérèglements » de notre modèle de société était sous-tendue, de façon forte, par un déficit de reconnaissance des personnes. Les inégalités de revenus ne sont pas réductibles à un enjeu de répartition des richesses au sein de la société (soluble par des politiques de redistribution sociale). Elles expriment, aux yeux mêmes de ceux qui les dénoncent, l'indifférence des puissants au sort des plus modestes : si de telles inégalités de situation peuvent exister, c'est que les Français les plus aisés sont devenus totalement ignorants des conditions d'existence des plus faibles. Ici, l'injustice sociale se recouvre des habits du mépris social, du refus de porter attention à l'autre, de considérer l'autre dans son existence spécifique¹².

12. Cet enjeu du manque de reconnaissance a acquis une intensité de plus en plus vive en France. Il est depuis vingt ans exploré par Axel Honneth (*La lutte pour la reconnaissance*, Cerf, 2000 (1992), *La société du mépris*, La Découverte, 2006).

La deuxième indignation, amplifiée par la crise économique et financière, réside en la dénonciation massive de la société de consommation, au titre des valeurs morales qui la sous-tendent : « la société de consommation est une mauvaise chose, elle donne trop d'importance à l'argent », affirment 72 % des sympathisants de gauche. A l'inverse, seulement 25 % considèrent que « la société de consommation est une bonne chose, elle soutient l'activité économique et le bien-être des gens ». On entend certes ici François Mitterrand vilipender en 1971, lors du Congrès d'Epinay, « l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui ruine, l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes »¹³.

Mais cette critique de la société de consommation a acquis une résonance particulière face à la dénonciation des « dérives financières » de notre monde. Dans une société où la crise des *subprimes* a ruiné de nombreux ménages américains et favorisé un dérèglement de

13. François Mitterrand, Discours prononcé au Congrès d'Epinay, 13 juin 1971.

l'ensemble du système financier, la critique de l'argent facile s'est à nouveau imposée en priorité sociale et morale.

Dans ce contexte, la société de consommation incarne une dérive de notre modèle de société. Conduisant chacun d'entre nous à vouloir toujours plus, suscitant des comportements d'achat superficiels et artificiels, autorisant les injonctions publicitaires, nourrissant le réflexe de l'apparence en société, la société de consommation est perçue, aussi, comme le chemin qui conduit aux contraintes sur le pouvoir d'achat, à l'endettement des ménages et à la frustration financière.

Cette critique de la société de consommation peut paraître paradoxale dès lors que, dans le même temps, les Français et les sympathisants de gauche érigent, précisément, l'enjeu du pouvoir d'achat comme l'une de leurs principales préoccupations. Peut-on dénigrer la consommation tout en aspirant à pouvoir acheter davantage ? En réalité, ces deux registres ne nous paraissent pas contradictoires, bien au contraire. C'est précisément parce que les tensions

s'amplifient sur le front du pouvoir d'achat que les critiques de la société de consommation s'intensifient. C'est précisément parce qu'il devient de plus en plus difficile de participer au rêve collectif que le veau d'or est décrié. C'est précisément parce que les frustrations individuelles s'accumulent que le modèle consumériste est dénigré. Fondamentalement, pouvoir d'achat et société de consommation ont partie liée. Dès lors que le pouvoir d'achat progresse (ou dès lors que les consommateurs en ont le sentiment), la société de consommation est accueillie avec bienveillance ; en revanche, la diminution perçue du pouvoir d'achat entraîne une remise en cause inéluctable du modèle. En période de basses eaux matérielles, le mirage consumériste prend, pour partie, les traits d'une imposture.

La troisième indignation largement partagée concerne les pouvoirs, en général. L'indignation vise la réalité du pouvoir démocratique tout d'abord. « Nous vivons dans une démocratie où en réalité le pouvoir est aux mains d'un petit groupe de personnes », soutiennent 83 % des sympathisants de gauche. L'indignation stigmatise le pouvoir des grandes

entreprises ensuite, toujours décrié et face auquel les citoyens ont le sentiment de ne disposer d'aucun contre-pouvoir : les « grandes entreprises » sont considérées comme plus puissantes et plus lointaines qu'un chef d'Etat et en mesure de conjuguer puissance financière hors norme et capacité d'action et de manipulation *via* la publicité et le marketing. En regard de ces moyens d'action incommensurables, les citoyens-consommateurs ont beau jeu de se prévaloir, le cas échéant, de contestations sur des réseaux sociaux, d'actions syndicales, d'associations de consommateurs ou autres : les potentiels de riposte sont toujours vécus comme dérisoires face aux hyper-puissances qui les dominent.

Au-delà et de manière plus générale, les valeurs de la gauche française se concentrent sur un triptyque qui repose sur les termes « écologie-socialisme-laïcité » : 86 % des sympathisants de gauche se déclarent proches des idées « écologistes », 81 % proches des idées « socialistes » et 80 % proches des idées « laïques ». Nonobstant l'aspiration écologiste, c'est ici le socialisme laïc qui triomphe,

hérité de la III^e République. Il apparaît important de rappeler l'attachement à cette notion de « laïcité » parce qu'elle est trop souvent négligée, peut-être pour être tenue comme une évidence, peut-être parce qu'elle semble relever d'un monde englouti de la politique. En réalité, cette exigence laïque est très vivante aujourd'hui et, à ce titre, la gauche apparaît effectivement comme un « humanisme »¹⁴.

Des exigences qui s'homogénéisent

Les France de gauche se retrouvent enfin, et de plus en plus, autour d'exigences de société communes pour l'avenir. Bien évidemment, ces visions pour l'avenir ne sont pas unanimes, mais il existe de véritables dynamiques en leur faveur. Ces évolutions sont elles-mêmes favorisées par les crises écologique, financière, économique et sociale.

La première exigence croissante est celle de l'écologie *comme préoccupation essentielle de notre société*. En un

14. Cet enjeu a notamment été analysé par Guillaume Bachelay et Nicolas Mayer-Rossignol, *La gauche après la crise*, Jean-Claude Gawsewitch Editeur, 2010, notamment p. 27-74 (« Crise du socialisme, crash de l'humanisme »).

mot, pour l'opinion, le statut de l'écologie politique s'est transformé. Alors que celle-ci était auparavant perçue pour l'essentiel comme un registre de l'action publique parmi d'autres, elle est de plus en plus comprise comme un impératif de société pour les années qui viennent. De façon particulièrement massive, 90 % des sympathisants de gauche estiment qu'« il faut privilégier la protection de l'environnement, même si cela ralentit le développement économique » (seuls 8 % considèrent à l'inverse qu'il faut « privilégier le développement économique, même si cela porte atteinte à l'environnement »). Cette opinion résonne certes davantage comme une pétition de principe que comme un projet politique, elle a certes été enregistrée avant l'échec du sommet de Copenhague en décembre 2009, mais elle n'est pas moins révélatrice de la hiérarchie des enjeux à définir, entre préservation de l'environnement et croissance économique. A tout le moins, il est désormais possible de dire que, pour la gauche, le développement économique ne saurait être pensé sans ses traductions écologiques.

La seconde exigence consiste en la perte de vitesse d'une partie des choix d'inspiration libérale. La baisse est non seulement enregistrée par rapport aux données recueillies en 2008 mais également, en tendance plus longue, au cours des quatre dernières années. Ce qui signifie que la crise financière, économique et sociale actuelle ne fait que prolonger et cristalliser des évolutions antérieures.

Concrètement, 41 % des sympathisants de gauche se déclarent favorables à l'incitation « à la productivité dans l'administration en instaurant des primes à l'efficacité », soit un repli de dix points par rapport aux scores obtenus en 2008 et de seize points par rapport à ceux de 2005 ; 44 % souscrivent à la réduction « des allocations des chômeurs qui refusent trois offres d'emploi qui leur sont successivement proposées » (- 7 points par rapport à 2008, - 20 par rapport à 2005) ; 49 % souhaitent voir se « développer la part des organismes privés en matière de protection sociale » (- 2 points par rapport à 2008, - 18 par rapport à 2005) ; 51 % adhèrent aux « baisses d'impôt » et à la « réduction des dépenses consacrées aux services

publics » (stable par rapport à 2008, - 13 points par rapport à 2005). Ainsi, sur une série d'indicateurs, les Français de gauche adoptent, dans la durée, des positions de moins en moins libérales.

Toutefois, et de façon très singulière, ces prises de distance ne conduisent pas ces mêmes Français de gauche à plaider davantage en faveur de l'État en matière économique. De manière générale, 62 % des sympathisants de gauche estiment désormais que l'État « joue un rôle trop important dans la société française » et cette donnée est conforme à celles qui étaient obtenues les années précédentes. Autrement dit, dans sa globalité, l'État n'est toujours pas perçu comme un recours, mais au contraire comme un poids à réduire.

Ces attentes pour l'avenir nourrissent l'aspiration à un puissant changement, favorisent l'idéalisation d'un monde meilleur : une large majorité de sympathisants de gauche, toutes galaxies confondues (70 %) estiment que « nous vivons dans un monde qui manque de rêves et d'utopies ».

Ce désir d'utopie est en réalité très ambivalent et l'est de plus en plus. Il procède d'une volonté de changement majeur, de la nécessité de faire du passé table rase, de revenir aux sources identitaires de la France, de remettre la société française « à l'endroit », de mettre un terme au chaos qui nous entoure, de « refaire société » ou, en termes plus abscons, de « conclure un nouveau pacte social ». A bien des égards, cette aspiration que nous rencontrons aujourd'hui n'est pas éloignée du slogan « Changer la vie » que promouvait François Mitterrand. En 2010 également, il est nécessaire de « changer la vie ».

Pour autant, cette volonté d'une transformation profonde ne va pas de pair avec une exigence révolutionnaire. Les idées révolutionnaires, ou simplement radicales, peinent à s'installer au sein de la gauche française. Les faibles scores accordés au NPA et à Olivier Besancenot lors des scrutins de 2009-2010 en offrent des illustrations : le NPA a obtenu 4,9 % des suffrages exprimés lors des élections européennes de 2009, les listes NPA et LO ont recueilli 3,4 % des suffrages exprimés aux élections régio-

nales de 2010 lors desquelles la liste Besancenot en Ile-de-France n'a obtenu que 3,1 %.

En un mot, les sympathisants de gauche de 2010 entendent tout changer, mais de façon progressive. Ils aspirent, autrement dit, à cette « évolution révolutionnaire » que Jean Jaurès avait définie en 1901¹⁵. Le député de Carmaux avait forgé cette formule heureuse pour concilier sa propre sensibilité républicaine avec l'intransigeance radicale d'un Jules Guesde. Mais au-delà du changement d'époque, le mot d'ordre est toujours d'actualité.

Cette frilosité envers la radicalité de la transformation politique s'explique, pour une large part, par le sentiment de déclassement qui domine aujourd'hui dans la société française : dès lors que les Français, et particulièrement les sympathisants de gauche, estiment que leur situation se détériore dans la longue durée, il leur est difficile d'envisager des prises de risques qui pourraient les priver

15. Jean Jaurès, *Etudes socialistes*, Genève, Slatkine, 1979 (1901), p. 42.

des ressources et des biens auxquels ils demeurent attachés. Ce refus de la prise de risques est amplifié par le sentiment de « régression des acquis sociaux » ou de « délitement du service public », à la faveur duquel les postures défensives prennent le pas sur les incantations immédiatement transformatrices.

En ce début de XXI^e siècle et dans le contexte de la crise économique et sociale, la France de gauche entend, plus que jamais, totalement changer notre modèle de société, mais sans impatience ni brutalité. L'idéal est celui d'une douce renaissance.

VERS 2012 : DES MUTATIONS PROPICES À LA FÉDÉRATION ÉLECTORALE DES GAUCHES

A la faveur des évolutions enregistrées, la gauche française voit s'atténuer les clivages idéologiques qui la menaçaient depuis si longtemps, les indignations s'universalisent et les attentes s'homogénéisent. Ce manteau d'Arlequin si longtemps bigarré que composent les « France de gauche » arbore désormais des teintes plus compatibles entre elles.

Bien évidemment, cette configuration nouvelle et profonde ne garantit, en elle-même, aucune harmonie de leaderships, aucune homogénéité partisane, aucune dynamique de campagne et, *a fortiori*, aucune victoire électorale. Car les mutations sur lesquelles nous avons porté notre attention relèvent essentiellement des concepts, des perceptions, des valeurs et des attentes. Ce paysage idéologique est, par définition, distinct du jeu des forces politiques et électorales. Pour autant, il constitue son soubassement et définit, pour une large part, les

conditions en dehors desquelles toute dynamique à gauche est foncièrement compromise. Pour la gauche, cette levée progressive, et aujourd'hui accélérée, des brides idéologiques ne constitue pas une promesse mais un préalable.

Le 22 novembre 1935, au théâtre de l'Athénée à Paris, Louis Jouvet donnait la première représentation de *La guerre de Troie n'aura pas lieu*, publiée la même année par Jean Giraudoux¹⁶. Au terme de la pièce et en dépit des efforts déployés par les protagonistes, les portes de la guerre ont néanmoins été ouvertes, consacrant en cela l'accomplissement d'un conflit dont tous avaient, cependant, entendu conjurer le spectre.

En France aujourd'hui, et pour ce qui concerne l'enjeu qui nous préoccupe, c'est prioritairement aux leaders de la gauche qu'il appartient de surmonter les menaces de fragmentation. Sur ce chemin, les enseignements de nos

études consistent certes à souligner que la gauche française se nomme diversité, mais que cette diversité, aujourd'hui plus qu'hier, offre des possibilités inédites de conciliations. Ainsi est-il permis de penser que, cette fois sans perfidie du destin, la guerre idéologique des gauches n'aura pas lieu.

Il s'agit là, certes pour la gauche mais surtout pour l'alternance démocratique, d'une chance historique.

16. Jean Giraudoux, *La guerre de Troie n'aura pas lieu*, Grasset, 1935.

LES ESSAIS DE LA FONDATION JEAN-JAURES
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : GILLES FINCHELSTEIN
REDACTEUR EN CHEF : LAURENT COHEN

CONCEPTION MAQUETTE : A&CO - IOW
REALISATION : REFLETSGRAPHICS

FONDATION JEAN-JAURES
12 CITE MALESHERBES - 75009 PARIS
TELEPHONE : 01 40 23 24 00
TELECOPIE : 01 40 23 24 01
COURRIEL : fondation@jean-jaures.org
SITE INTERNET : www.jean-jaures.org

François Miquet-Marty

La guerre des gauches n'aura pas lieu

La division de la gauche a été tenue responsable des trois défaites successives à l'élection présidentielle. Elle s'incarnerait dans des enjeux de leaderships, de partis ou de projets, mais également dans la diversité idéologique des « peuples de gauche » et dans la difficulté de leur rapprochement.

A partir d'enquêtes approfondies, François Miquet-Marty développe la thèse selon laquelle la France de gauche serait de plus en plus conciliable. À ses yeux, l'union de la gauche en vue de 2012 est possible – la guerre idéologique des gauches n'aura pas lieu.

www.jean-jaures.org